



English version below.

RÉFORMES FISCALES 2017 CONCERNANT LES SOCIÉTÉS : DÉPÔT DU PROJET DE LOI

Un projet de loi n°7020 a été déposé le 26 juillet 2016 par le gouvernement luxembourgeois, afin de mettre en œuvre les réformes fiscales prévues pour l'année 2017, déjà en partie annoncées le 29 février dernier (voir notre précédente newsletter à ce sujet).

Si les dispositions les plus marquantes concernent la baisse progressive du taux d'impôt sur le revenu des collectivités (IRC), l'augmentation de l'impôt sur la fortune (IF) minimum pour certaines sociétés ou encore la limitation dans le temps du report des pertes fiscales, d'autres mesures sont également dignes d'intérêt.

1) La diminution des taux d'IRC

À l'heure actuelle, les sociétés dont le siège social est situé à Luxembourg-ville sont soumises à un taux d'imposition cumulé d'IRC / impôt commercial communal (« ICC ») de 29,22%. Une diminution progressive du taux de l'IRC, actuellement de 21%, est cependant prévue par le projet de loi à partir de 2017.

• Année d'imposition 2017

Total du revenu imposable

Tarif applicable

≤ à EUR 25.000	Taux de 15% applicable à la totalité du revenu imposable
EUR 25.001 - EUR 30.000	Montant forfaitaire de EUR 3.750 (15%×EUR 25.000) plus application d'un taux de 39% sur la partie du revenu imposable dépassant EUR 25.000
> à EUR 30.000	Taux de 19% applicable à la totalité du revenu imposable

Pour 2017, le taux cumulé d'IRC/ICC passerait donc à 27,08% pour les sociétés dont le siège est établi à Luxembourg-ville.

•Années d'impositions 2018 et suivantes

Total du revenu imposable	Tarif applicable
≤ à EUR 25.000	Taux de 15% applicable à la totalité du revenu imposable
EUR 25.001 - EUR 30.000	Montant forfaitaire de EUR 3.750 plus application d'un taux de 33% sur la partie du revenu imposable dépassant EUR 25.000
> à EUR 30.000	Taux de 18% applicable à la totalité du revenu imposable

Dès 2018, le taux cumulé d'IRC/ICC passerait donc à 26,01% pour les sociétés dont le siège est établi à Luxembourg-ville.

2) Augmentation du montant de l'IF minimum pour les sociétés ayant une majorité d'actifs financiers

En 2016, les sociétés luxembourgeoises dites « financières » étaient soumises à un IF minimum de EUR 3.210. Celui-ci s'applique aux sociétés dont les immobilisations financières, valeurs mobilières, créances intra-groupe et avoirs en banque (comptes 23, 41, 50 et 51 du Plan Comptable Normalisé) excèdent 90% du total du bilan ainsi qu'un montant de EUR 350.000.

Le projet de loi prévoit une augmentation de cet IF à EUR 4.815. En revanche, les taux d'IF minimum applicables aux autres sociétés luxembourgeoises resteront inchangés.

3) La limitation dans le temps du report des pertes fiscales

Si le projet de loi est adopté en l'état, le report des pertes fiscales réalisées au cours des exercices d'exploitation clôturant après le 31 décembre 2016 serait limité à 17 années d'imposition aussi bien pour l'IRC que pour l'ICC. Les pertes réalisées au cours des exercices d'exploitation clôturés entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2016 restent en revanche indéfiniment reportables.

On peut noter que, selon le commentaire des articles du projet de loi, pour

l'application de cette règle, un exercice comptable de moins de 12 mois sera considéré comme un exercice entier. Par ailleurs, les pertes reportables sont déductibles selon leur ordre d'ancienneté. Les pertes les plus anciennes devront donc être déduites en premier.

En revanche, le montant même des pertes imputables chaque année n'est pas limité, contrairement aux annonces initiales du gouvernement.

Cette nouvelle limitation dans le temps du report des pertes fiscales risque de particulièrement impacter les sociétés immobilières, souvent déficitaires lors de la réalisation de nouveaux investissements, du fait de la conjonction de la déduction des intérêts d'emprunt, des amortissements et des frais de fonctionnement.

4) Augmentation des taux de la bonification d'impôt pour investissement

Le projet de loi revoit à la hausse les taux applicables en matière de bonification d'impôt pour investissement.

- La bonification pour investissement complémentaire augmenterait de 12% à 13%.
- La bonification pour investissement global augmenterait de 7% à 8% pour la tranche d'investissement \leq à EUR 150.000.
- La bonification pour investissement global concernant les immobilisations à impact environnemental agréées pour être admises à un amortissement spécial augmenterait quant à elle de 8% à 9% pour la tranche d'investissement \leq à EUR 150.000.

Le projet de loi dispose également que la bonification d'impôt pour investissement est octroyée aux biens éligibles mis en œuvre sur le territoire de l'EEE, sous réserve que ces investissements soient inscrits au bilan d'un établissement luxembourgeois. Il s'agit là plus d'une codification d'une mesure existante (voir circulaire du directeur des contributions n°152bis/4, basée sur la jurisprudence communautaire) que d'une nouvelle disposition.

La bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs sera quant à elle étendue jusqu'au 31 décembre 2019.

5) Report de l'amortissement linéaire dans le temps

Un système de report d'amortissements serait introduit selon le projet de loi. Les contribuables disposeraient ainsi de la possibilité de reporter l'amortissement linéaire dans le temps (au plus tard, jusqu'à l'exercice d'exploitation au cours duquel prend fin la durée usuelle d'utilisation du bien concerné).

Ce régime n'aurait pas pour but de diminuer la charge d'impôts globale des contribuables mais pourra servir d'outil permettant d'offrir plus de flexibilité aux contribuables et à améliorer ainsi le climat d'investissement.

6) Abolition du droit d'enregistrement de 0,24% relatif à l'apport / la cession de créances

Les actes notariés renseignant l'apport / le transfert de créances ne rentreront plus dans le champ d'application du droit d'enregistrement de 0,24% à compter de l'année 2017.

7) Réserve quinquennale d'impôt sur la fortune en cas de fusion et transfert de siège

Les sociétés luxembourgeoises peuvent, si elles le souhaitent, bénéficier d'une réduction de l'IF normal via la constitution d'une réserve devant obligatoirement être conservée pendant une durée minimale de 5 ans.

Le projet de loi vient clarifier les conséquences d'une dissolution prématurée de cette réserve. Ainsi, dans le cas où une société est dissoute avant l'expiration de la période quinquennale, la cote d'IF de la société augmente dès l'année d'imposition de clôture de la liquidation.

Il est toutefois prévu que la cote d'IF due par la société n'augmente pas dans certains cas de figure.

- Tel est le cas lorsque l'actif social est transmis à un ou plusieurs autres contribuable(s) dans le cadre d'une fusion (le fait que les actifs et passifs soient transférés à la valeur de marché ou à la valeur comptable conformément au régime de faveur n'a pas d'impact). La réserve doit cependant être reconduite ou continuée par la société absorbante.
- Tel est encore le cas lorsque la société a transféré son siège social et son administration centrale à l'étranger et cesse d'être contribuable résident. La réserve doit alors être reconduite ou continuée par la société étrangère jusqu'à expiration de la période initiale de 5 ans.

8) Le remploi des plus-values de conversion monétaire

Par mesure de faveur, la charge fiscale résultant de la conversion en euro des actifs libellés dans la même monnaie étrangère que le capital social peut actuellement être reportée dans le temps par les banques / sociétés d'assurance / de réassurance.

En cas d'adoption du projet de loi cette possibilité serait étendue à toutes les sociétés luxembourgeoises dont le capital social n'est pas libellé en euro à condition qu'elles en aient fait la demande écrite auprès de l'Administration des Contributions Directes. En pratique, la mesure concerne principalement les sociétés tenant des comptes en monnaie étrangère mais n'ayant pas choisi de déterminer leur revenu imposable dans cette devise étrangère (« *foreign currency used as functional currency for tax purposes* »).

Ce mécanisme offre une immunisation temporaire similaire au mécanisme du remploi. Ainsi, la plus-value de conversion monétaire réalisée sur certains actifs

investis dans la devise étrangère du capital social pourrait être transférée sur un autre bien investi dans cette même devise.

Le prix d'acquisition ou de revient du bien sur lequel la plus-value est transférée est alors réduit à due concurrence et la réduction elle-même est matérialisée par l'inscription d'un poste de passif « plus-value de conversion » dont le montant est égal à la plus-value immunisée.

9) *Fraude fiscale*

En cas d'adoption du projet de loi, il existera trois formes de fraude fiscale au Luxembourg à partir du 1er janvier 2017 : la fraude fiscale simple, la fraude fiscale aggravée (nouvellement introduite) et l'escroquerie fiscale.

- C'est l'administration fiscale compétente qui poursuit et sanctionne administrativement la *fraude fiscale simple*. Les tribunaux judiciaires ou administratifs en effectuent le contrôle juridictionnel.
- Les tribunaux judiciaires poursuivent et sanctionnent pénalement la *fraude fiscale aggravée*. Le montant d'impôt éludé doit être significatif afin de remplir la condition de gravité. La détermination du caractère significatif du montant se fait via l'utilisation de seuils exprimés en montants absolus ou proportionnels à l'impôt annuel dû.
- Lorsque des manœuvres frauduleuses sont employées de manière systématiques afin de dissimuler à l'administration fiscale des faits pertinents ou encore de la persuader de faits inexacts, un caractère de gravité supplémentaire est reconnu. On parle alors d'*escroquerie fiscale*.

Ces fraudes sont reconnues à la fois en matière d'impôts directs (IRC, ICC et IF) et indirects (TVA, droits d'enregistrement et de succession).

L'introduction de seuils clairs pour chacune des infractions susmentionnées permet de garantir une qualification objective de ces dernières.

La liste des infractions primaires du blanchiment de capitaux serait également étendue pour y ajouter la fraude fiscale aggravée et l'escroquerie fiscale. Conformément aux recommandations du GAFI, le blanchiment de fraude fiscale serait alors reconnu au Luxembourg.

Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à contacter Jean-Marie Reiser ou Delphine Deichtmann.

IF Group ne peut être tenu responsable d'erreurs, d'omissions ou de toutes conséquences, obtenues à la suite de l'utilisation de ce document, qui est publié à titre informatif seulement.

**TAX NEWS 2017 REGARDING COMPANIES: PRESENTATION OF THE
BILL TO PARLIAMENT**

A draft law n°7020 has been presented to Parliament on 26 July 2015 by the Luxembourg government in order to implement the 2017 tax reforms that had already been announced on 29 February this year (see our previous newsletter in relation to this subject).

The most significant provisions relate to the progressive decrease of the corporate income tax (« CIT ») rate, the increase of the minimum net wealth tax (« NWT ») for certain companies and the restrictions applicable to tax losses carried forward, though other measures are also worthy of consideration.

1) The decrease of the CIT rates

At present, companies whose registered office is located in Luxembourg-city are subject to a CIT/ municipal business tax (« MBT ») aggregate tax rate of 29.22%. A gradual diminution of the CIT rate, currently set at 21%, is however provided by the bill as from 2017.

•Tax year 2017

Total taxable income	Applicable rates
≤ to EUR 25,000	Rate of 15% applicable to the total taxable income
EUR 25,001 - EUR 30,000	Lump sum of EUR 3,750 (15%×EUR 25,000) plus application of a rate of 39% on the portion of the taxable income exceeding EUR 25,000
> to EUR 30,000	Rate of 19% applicable to the total taxable income

For the year 2017, the CIT/MBT aggregate rate would decrease to 27.08% for companies whose registered office is located in Luxembourg-city.

•From the tax year 2018 onwards

Total taxable income	Applicable rates
≤ to EUR 25,000	Rate of 15% applicable to the total taxable income
EUR 25,001 - EUR 30,000	Lump sum of EUR 3,750 plus application of a rate of 33% on the portion of the taxable income exceeding EUR 25,000
> to EUR 30,000	Rate of 18% applicable to the total taxable income

As from 2018, the CIT/MBT aggregate rate would decrease to 26.01% for companies whose registered office is located in Luxembourg-city.

2) Increase of the minimum NWT for companies holding a significant amount of financial assets

In 2016, « financial » Luxembourg companies were subject to a minimum NWT of EUR 3,210. The latter applies to companies whose financial fixed assets, intercompany receivables and cash at bank (accounts 23, 41, 50 and 51) exceed

90% of the total balance sheet as well as an amount of EUR 350,000.

Based on the bill, the amount of this type of minimum NWT should increase to EUR 4,815. Nevertheless, the minimum NWT rates applicable to the other Luxembourg companies remain unchanged.

3) Restrictions applicable to losses carried forward

Provided that the bill passes in its current state, tax losses incurred during financial years closing after 31 December 2016 would only be carried forward for 17 tax years for CIT and MBT purposes. Tax losses realized during financial years closing between 1st January 1991 and 31 December 2016 could however be carried forward indefinitely.

It is worth mentioning that, based on the commentaries attached to the bill, an accounting year lasting less than 12 months would be considered as a whole year for the purpose of this new rule. Furthermore, tax losses would be deductible in order of seniority meaning that the oldest losses should be deducted first.

However, the amount of losses that could offset yearly benefits of companies would not be limited unlike previously announced by the Government.

This new limitation regarding tax losses carried forward may especially impact real estate companies that often are in a loss position when realizing new investments due to the combination of the deduction of loan interest charges, depreciations and operational fees.

4) Increase of the rates for the investment tax credit

The bill also scales up the rates applicable to the investment tax credit.

- The complementary investment tax credit would increase from 12% to 13%.
- The global investment tax credit would increase from 7% to 8% for the portion of investments ≤ EUR 150,000.
- The global investment tax credit related to fixed assets having an environmental impact authorized to benefit from a special depreciation would increase from 8% to 9% for the portion of investments ≤ EUR 150,000.

The draft law also confirms that the investment tax credit would be granted when in relation to eligible assets implemented within the territory of the EEA provided that such investments are recorded in the balance sheet of a Luxembourg establishment. This measure aims to codify an existing measure more than to introduce a new provision (see circular n°152bis/4 of the tax authorities director based on European case-law).

The tax credit for hiring of unemployed persons will be extended until 31 December 2019.

5) Deferral of linear depreciations

A mechanism providing for the deferral of depreciations would be introduced by the draft law. Taxpayers would then be able to defer linear depreciations in the future (until the financial year during which the usual utilization period of the asset in question ends at the latest).

The objective of this regime is not to decrease the global tax burden of taxpayers but to be used as a tool offering more flexibility to taxpayers and to improve the investment climate.

6) Abolition of the registration duty of 0.24% in relation with the contribution / transfer of receivables

Notarial deeds indicating the contribution / the transfer of receivables shall not fall within the scope of the registration duty of 0.24% as from the year 2017.

7) Five-year NWT reserve in case of merger and transfer of registered office

Luxembourg companies may benefit from a reduction of the normal NWT via the booking of a reserve that should mandatorily be maintained in the balance sheet for a minimal duration of 5 years.

The bill clarifies the consequences of a premature dissolution of this reserve. Hence, in case the company is liquidated before the end of the 5-year period, the NWT charge of the company will increase as from the year during which the liquidation ended.

By way of exception, the NWT charge of the company should not be increased in some particular circumstances.

- This applies when the company's assets are transferred to one or more taxpayer (s) within the context of a merger (whether or not assets and liabilities are transferred at their market value or at their book value based on the preferential regime). The reserve must however be continued by the absorbing company.
- This also applies when the company has transferred its registered office and central administration abroad and ceases to be a resident taxpayer. The reserve must then be continued by the foreign company until the end of the 5-year initial period.

8) Deferred taxation of foreign exchange gains

Banks / insurance and reinsurance companies may currently defer the tax charge resulting from the conversion into euro of the assets expressed in the same foreign currency as the share capital under a preferential regime.

In case the draft law passes, this possibility would be extended to all Luxembourg companies whose share capital is not expressed in euro, provided that they

introduce a written request with the Direct Tax Authorities. In practice, the measure mainly concerns companies having their financial statements expressed in foreign currency but not having chosen to determine their taxable income in this foreign currency ("*foreign currency used as functional currency for tax purposes*").

This mechanism offers a deferral similar to the standard deferral mechanism ("*remploi*"). Hence, the foreign exchange gains realized on certain assets invested in the foreign currency of the share capital could be transferred to another asset invested in this same currency.

The acquisition price or cost price of the asset to which the exchange gain is transferred would then be decreased accordingly and this reduction itself would be materialized through the record of a corresponding reserve in the balance sheet under the entry "foreign exchange gain" whose amount would be equal to the gain for which taxes have been deferred.

9) Tax fraud

Provided that the bill passes, three types of tax fraud would exist in Luxembourg as from 1st January 2017: the simple tax fraud, the aggravated tax fraud (newly introduced) and the tax swindling.

- The competent tax administration would administratively prosecute and sanction *simple tax frauds*. A jurisdictional control would be performed by the court of justice or the administrative tribunal.
- The courts of justice would criminally prosecute and sanction *aggravated tax frauds*. The amount of taxes evaded must be significant in order to fulfill the severity condition. Thresholds expressed under the form of lump sums or proportional to the annual tax due are used to determine whether such amount can be considered significant.
- An additional level of seriousness would be reached when fraudulent schemes are used systematically in order to conceal pertinent facts from the tax administration or to persuade it of incorrect facts. This would qualify as *tax swindling*.

These different types of frauds are recognized both for direct tax (CIT, MBT and NWT) and indirect tax (registration duties, inheritance taxes) purposes.

The objective categorization of the abovementioned offenses is guaranteed by the introduction of precise thresholds.

The list of primary offenses in the context of money laundering would also be extended through the addition of the aggravated tax fraud and of the tax swindling. Tax swindling laundering would therefore be recognized in Luxembourg as recommended by FATF.

Feel free to contact Jean-Marie Reiser or Delphine Deichtmann for additional information.

IF Group is not responsible for any errors, omissions or for results obtained from the

use of this document, which is issued for information purposes only.

MEMBER OF IFGROUP

● IF ADVISORY

45, RUE DES SCILLAS

L-2529 HOWALD

WWW.IFGROUP.LU



○ JEAN-MARIE REISER

Partner

Fiscalité Internationale

T +352 47 68 47-511

jean-marie.reiser@ifgroup.lu



○ DELPHINE DEICHTMANN

Tax Senior Manager

Fiscalité Internationale

T +352 47 68 47-443

delphine.deichtmann@ifgroup.lu

